

Organiser l'Insoumission

Propositions des groupes d'appui GHS18 et Spartake du 11e

La France insoumise: la construction d'une hégémonie idéologique et politique

Fait évoqué mais sans doute peu souligné dans nos rangs durant la campagne, le projet et la démarche de La France insoumise trouvent leur inspiration dans une théorie politique, celle d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe qui défendent l'idée d'une démocratie radicale¹. Ce n'est pas un secret, mais sans doute ces textes mériteraient-ils d'être mieux connus, discutés et commentés. Ce serait le meilleur moyen de sortir de certaines polémiques écrans (la "gauche" contre le "peuple" par exemple) qui ont pu surgir pendant et après la campagne électorale et ont pu justifier le refus de l'unité autour de *L'Avenir en commun*². Ce serait également l'occasion, par la discussion théorique, de consolider la construction éclairée du consensus stratégique politique.

LFI a donc repris à son compte la stratégie de construction d'un "peuple" qui fédère les demandes des classes populaires et des classes moyennes précarisées avec les revendications liées à d'autres formes de dominations ou discriminations sexistes (dénoncées spécifiquement par les féministes), racistes (par les militants antiracistes), contre des minorités. Les enjeux écologiques ont par ailleurs trouvé une nouvelle centralité dans la démarche éco-socialiste ouverte avec la campagne présidentielle 2012 et approfondie dans *L'Avenir en commun*.

Cette stratégie de construction d'un "nous" insoumis a connu un réel succès lors de la séquence électorale 2017 qui s'est achevée le 18 juin. Poursuivre cette stratégie hors du temps de la dynamique électorale implique sans doute l'invention d'une forme d'organisation inédite, un mouvement capable d'assurer une synergie entre une structure politique amenée à faire campagne, aspirant à gagner des combats électoraux, le "mouvement social" et les luttes économiques et sociales qui traversent notre société. Cette synergie est nécessaire pour entretenir un rapport fort avec ce "peuple", dont nous entendons poursuivre la "construction".

Si nous aspirons effectivement à construire une hégémonie idéologique et politique, nous devons travailler à l'agrégation des luttes différentes, au nom de principes comme la justice sociale, l'égalité

¹Ernest Laclau, Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste, Vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires intempestifs, 2009 (ed. originale 1985) ; Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016.

²Voir aussi Chantal Mouffe: «Il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche», , entretien, *Mediapart*, 8 avril 2016 ; ou bien la discussion dont Jean-Luc Mélenchon rendait compte sur son blog <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/09/29/le-populisme-conversations-politiques-entre-laclaud-mouffe-et-melenchon/>

ou la règle verte face aux différentes formes d'oppression et de marchandisation. Etre une opposition déterminée et s'affirmer durablement comme porteur d'un projet alternatif et populaire au néolibéralisme, ici et maintenant : telle est notre feuille de route pour la période qui s'ouvre avec le combat contre la nouvelle casse du code du travail.

La France Insoumise: une stratégie validée

Maintenant que la séquence électorale s'est refermée, on peut s'interroger sur ce que celle-ci a validé et questionné, ses succès et ses limites, afin, à partir de cette analyse, de réfléchir à la meilleure manière de construire, hors temps électoral, la suite, les tâches qui nous incombent collectivement : l'organisation de l'insoumission pour résister et proposer en continuant de construire l'alternative l'Avenir en commun.

- La stratégie d'une politisation de la société à partir d'une pluralité de sujets engagés dans des groupes d'appui a permis à LFI de s'imposer comme une force incontournable. A l'issue du 1er tour de l'élection présidentielle, elle a élargi son audience, approchant les 20 % des suffrages. Plus de 7 millions d'électrices et d'électeurs ont voté en faveur de Jean-Luc Mélenchon gagnant 2 989 277 de voix par rapport à 2012 et arrivant en tête dans 67 circonscriptions.
- La France insoumise a trouvé de nouveaux appuis dans les milieux populaires (ouvriers : 22 %; employés : 23%) ; dans le bassin stéphanois, à Saint-Etienne (24 %) et Firminy (26%) ; dans la banlieue lyonnaise : Givors (36 %), Saint-Fons (35 %), Vénissieux (35 %) et Vaux-en-Velin (38 %) ; dans le Doubs à Bethoncourt (29 %) ; dans l'Oise, à Creil (34 %) et Montataire (39 %) ; dans le Cher, à Vierzon (27 %) ; en banlieue parisienne, à Gennevilliers (47%), aux Mureaux (36 %), à Trappes (32 %) ; autour de Rouen, à Sotteville (21 %), à Saint-Etienne du Rouvray (36 %) et Elbeuf (26 %) ; dans le Nord, à Roubaix (35 %) et Tourcoing (27 %) ; à Paris dans les 19e (30 %) et 20e (31 %) arrondissements.
- Elle a su également attirer les classes moyennes (20 %) de nombreuses grandes villes françaises : elle est arrivée en tête à Lille (29 %), Grenoble (28 %), Marseille (24 %), Avignon (28 %), Montpellier (31%), Toulouse (29 %), posant les bases d'une nouvelle alliance de transformation sociale et politique.
- Elle a trouvé enfin un formidable écho au sein de la jeunesse rassemblant le plus grand nombre de suffrages exprimés chez les 18-24 ans (avec 30 %, loin devant le Front national et Macron) et les 24-35 ans (avec 24 %, à égalité avec le Front national).

On peut légitimement penser qu'au-delà des aléas exceptionnels de cette campagne, l'analyse d'une dynamique "dégagiste" à l'oeuvre dans la société française (qui avait fondé pour partie l'orientation de cette campagne s'émancipant du vocable de "gauche") s'est avérée d'une grande pertinence.

On peut également considérer que la démarche d'élaboration du programme et de déconnexion des appareils partisans a favorisé l'agrégation militante et la participation des corps intermédiaires engagés (associations d'experts, de professionnels et de militants de différents champs) - du moins le temps de la co-élaboration de *L'Avenir en commun*. Forte de son ancrage électoral et de sa dynamique de campagne, LFI doit maintenant être à la hauteur des attentes qu'elle a su créer. Sa capacité à maintenir dans la durée la synergie entre action électorale et ancrage social nous paraît un enjeu central.

La France Insoumise : l'organisation du mouvement

Logiquement, la séquence électorale achevée, un débat traverse les insoumis et les groupes d'appui concernant l'avenir de LFI. Souvent mise en avant par les uns et les autres, l'alternative parti/mouvement n'épuise pas le sujet. Si la persistance de LFI comme mouvement nous paraît, comme à beaucoup, la plus à même de remplir les fonctions qu'elle s'est assignée, ce "mouvement" peut prendre des formes et donc des contenus politiques très différents. Sous réserve d'une réflexion collective plus avancée, deux formes d'organisation de LFI comme mouvement est possible : la première consisterait à prolonger le dispositif de campagne, c'est-à-dire la plate-forme et les groupes d'appui ; la seconde consisterait à créer des espaces intermédiaires. LFI n'est pas démunie pour affronter ce débat. *L'Avenir en commun* qui en constitue la charpente fournit de nombreux instruments pour mettre en oeuvre "une République permettant l'intervention populaire" dont le projet est développé dans le livret thématique 42³.

La création d'un groupe parlementaire insoumis a en réalité changé la donne dans le fonctionnement de LFI.

Trois enjeux paraissent cruciaux:

- l'organisation d'un va et vient entre le groupe parlementaire et LFI :

Cela pose la question d'une délibération collective qui pourrait prendre la forme d'ateliers législatifs pérennes avec une périodicité régulière dans la continuité du travail déjà lancé pendant la campagne électorale ;

- l'élargissement de "l'espace politique" aux insoumis non membres d'une organisation politique sur la base d'un tirage au sort ;
- une fédéralisation des groupes d'appui sur une base municipale et/ou départementale qui prendrait la forme de la désignation de porte-paroles tirés au sort pour une durée limitée après appel à volontaires.

Durant les campagnes électorales, malgré l'existence d'un "Espace politique" de LFI, la direction du mouvement a été un collectif restreint autour de notre candidat à la présidentielle, puis des collectifs du même type, restreints et arbitrairement choisis par nos candidats aux élections législatives.

³<https://avenirencommun.fr/livret-intervention-populaire/>

Cela a d'autant mieux fonctionné, outre les mérites (l'inspiration et le talent) de notre candidat (puis de nos candidats) que l'élaboration de notre programme *L'Avenir en commun* a été agrégative / intégratrice (auditions, contributions, finalisation lors d'une convention avec participation par tirage au sort, puis approfondissement dans le cadre de l'élaboration de livrets thématiques) et d'autant plus que le comité électoral national, validant les candidatures insoumises, était bien représentatif de la diversité politique des insoumis y compris non engagés dans des organisations partisans.

Pour être à la hauteur de ces enjeux, préserver notre dynamique collective en la confortant par une démarche délibérative, il est sans doute important :

- d'ouvrir un espace de débat sur l'avenir de LFI accessible à tous sur la plateforme, permettant le dépôt de contributions ;
- de préparer l'organisation de la convention annoncée pour l'automne, par un appel à participation pour son organisation et par un tirage au sort (sur le modèle de la convention de Lille) pour en désigner les co-animateurs aux côtés des équipes de la campagne .

Rejoint en ce moment par un pôle écologiste en cours de formation, élargi à des membres insoumis, tirés au sort assez rapidement, l'espace politique de LFI pourrait être l'instance ad-hoc d'organisation du débat et de la convention.

L'avenir de l'Avenir en commun : garder une longueur d'avance en remettant l'ouvrage sur le métier

“le travail collaboratif ne s'arrête pas là. Ce texte ne clôt pas la réflexion, il lui donne un nouvel élan. Le programme de la France insoumise est un objet vivant. [...] nous allons donc l'enrichir encore et affiner les propositions” (*L'Avenir en commun*, Seuil, 2016, “Un programme en évolution permanente”, p20)

Si collectivement nous sommes convaincus que nous ne devons pas nous transformer en un parti politique et si nous restons attachés à préserver la dynamique d'un mouvement, il faut sans doute, hors période électorale, que nous partions de ce qui a été notre force durant la campagne : non simplement le programme *L'Avenir en commun*, mais aussi la démarche d'agrégation des individus et des groupes associatifs ou d'expertise qui ont été associés à son élaboration.

Faire vivre cette démarche dès maintenant sans enjeu électoral immédiat - mais aussi dans la perspective des prochaines échéances électorales - pourrait être une piste organisationnelle en (re)travaillant sur les positions de principe autant que sur les positions concrètes :

- en ouvrant et animant un débat approfondissant nos positions sur le travail (non simplement concernant la protection, mais aussi concernant l'émancipation au travail) ;

- en ouvrant et animant un débat approfondissant nos positions européennes et internationalistes avec le même souci d'intégrer et d'associer ;
- en ouvrant et animant un débat sur l'articulation entre le local ou le régional et le national dans la dynamique d'une planification de la transition écologique ;
- en ouvrant et animant un débat sur ce que peut être théoriquement et pratiquement une gestion locale insoumise dans un contexte de restriction budgétaire - qui ne manquera pas d'être le nôtre encore en 2020.

Les ordres de priorité (étant donné la charge de travail qui nous attend) pourraient faire l'objet d'un vote sur la plateforme (comme lors de la question du choix de 2e tour à la présidentielle), une pratique qui pourrait se généraliser non pour trancher des différends mais pour nous donner à voir ce que nous sommes et ce que nous voulons faire ensemble.

Enraciner l'insoumission dans la société : une priorité pour dépasser une approche trop abstraite des questions d'unité

Il serait important par ailleurs de préserver la grande spontanéité d'initiatives que nous avons connu durant la campagne, de la préserver et de l'encourager (aider des initiatives spontanées à se consolider sans chercher à les contrôler). Cette spontanéité et la démultiplication des initiatives peuvent contribuer à ancrer LFI dans une culture militante nouvelle, susceptible de faire "contre-société" sans que cela signifie enfermement ou renoncement à des appartenances multiples comme à des aspirations plus individuelles et plus personnelles.

Outre le chantier du débat politique à organiser et à faire vivre en nos rangs (la nécessité de trouver notamment une articulation entre une structure collective délibérative représentative du mouvement et les groupes d'appui qui pourraient continuer d'en constituer la base), outre le chantier du programme *L'Avenir en commun* à relancer dès à présent (aussi pour ne pas perdre cette longueur d'avance que nous avons gagnée pendant la campagne), nous pourrions imaginer deux autres registres de fédération de nos initiatives :

- le registre des universités populaires ou de l'éducation populaire sur les domaines dont nous voudrions bien nous saisir (les initiatives locales en ce sens pourraient être relayées et aidées)
- le registre des fronts de mobilisation au sein desquels nos députés pourraient jouer un rôle d'écho (ce qu'ils ont déjà commencé de faire), éventuellement d'agrégateur.

Sur cette question des fronts de mobilisation, il nous semble important cependant que les députés ne conçoivent pas leur action comme celle d'une avant garde, ce qui pourrait faire obstacle à la fédération des organisations parties prenantes des mobilisations en question. Cela n'exclut pas cependant que l'intervention de LFI en tant que mouvement assume clairement de déborder les limites des champs syndicaux, associatifs ou culturels dont la séparation a été historiquement institutionnalisée depuis la fin du XIXe siècle.

Quelle que soit la piste suivie, développée, nous avons retenu de l'expérience de la séquence électorale qui s'est achevée deux ou trois faiblesses qui ont été les nôtres, malgré tous nos efforts.

Nous avons réussi à rallier les suffrages des classes populaires et de la jeunesse mais de manière encore trop partielle et trop ponctuelle (il suffit de penser à l'abstention massive lors des élections législatives). Nous avons buté par ailleurs sur un faible niveau d'implication et de soutien actif des milieux intellectuels (c'est sans doute un enjeu d'importance pour la bataille idéologique que nous devons continuer de mener, peut-être y compris à partir de nos propres médias).

Sans doute faut-il poursuivre et pérenniser l'organisation des caravanes des droits et réfléchir à la manière dont les groupes d'appui pourraient s'impliquer dans leur animation.

Mais peut-être avons nous désormais quelques moyens d'agréger et d'organiser la formation et la promotion dans nos rangs de militants issus de la jeunesse et des milieux populaires - comme une contre-société dont nos députés constituent un embryon qui peut gagner encore en diversité.

Cela nous semble pouvoir être un objectif collectif raisonnable à répercuter au sein de chaque groupe d'appui !

Dans cet esprit, les groupes d'appui GHS 18 et Spartak du 11e sont en train d'organiser deux propositions d'intervention :

Une université populaire intitulée “Les mardis de l'insoumission”

Cette université populaire, organisée par les groupes d'appui France Insoumise GHS 18 et Spartak du 11e, proposera durant l'année 2017-2018 un cycle de conférences-débats animées par l'association de chercheurs et d'enseignants le Groupe d'histoire sociale.

La thématique retenue pour cette première année portera sur les expériences de domination et les expériences d'émancipation à travers l'histoire depuis 1789.

Il s'agira d'interroger les manières dont les luttes économiques, sociales et politiques se sont construites, organisées et institutionnalisées - notamment en des champs ou domaines séparés (ou autonomes) les uns des autres et jaloux de leur autonomie respective.

Au travail (dans l'espace de production) comme dans la société ou dans le politique (question du/des pouvoirs politiques), il s'agira de comprendre les ressorts, le sens et les conséquences des “victoires” -

aussi ponctuelles et circonscrites qu'elles puissent avoir été. Il s'agira également d'interroger les ressorts, le sens et les conséquences des "défaites", parfois retentissantes, parfois occultées ou métamorphosées dans la mémoire collective.

Les conférences-débats chercheront à favoriser la confrontation d'approches et de points de vue en invitant systématiquement des discutants (parfois spécialistes d'autres disciplines ou d'autres champs) et des acteurs du mouvement social et politique (politiques, syndicalistes, militants associatifs). Par la présentation historique et critique de ces expériences historiques lointaines ou plus proches, nous souhaitons favoriser un questionnement de l'institution en champs séparés (autonomes) de l'économique, du social, du culturel et du politique. Nous souhaitons en particulier favoriser les réflexions des "temps sociaux" (des temporalités ou des périodes) de débordements ou de porosités d'un champ à l'autre -que ceux-ci soient circonstanciels ou qu'ils soient davantage - voir de manière très volontariste - construits.

Cette université populaire se tiendra tous les premiers mardis du mois (d'où son nom de "Mardis de l'Insoumission").

Le mardi 5 septembre aura lieu une réunion technique d'un comité élargi d'organisation au cours de laquelle seront invitées des associations, des organisations syndicales et politiques comme des personnes qui auront, sollicités par nous manifestés leur intérêt pour être partenaire de la démarche. Une réunion d'étape pour faire le point aura lieu le 2 janvier, notamment sur l'avancement de la publication (vidéo et papier) de ces "Mardis de l'Insoumission".

Le cycle proprement dit commencera le mardi 3 octobre. Les dates retenues sont donc : les 3 octobre, 7 novembre, 5 décembre, 6 février, 6 mars, 3 avril, 15 mai et 5 juin.

Nous sommes en train de prendre contact avec un théâtre du nord-est parisien (13e, 11e, 12e, 20e, 19e ou 18e arrondissements) pour fixer un lieu régulier pour ces réunions. L'initiative se tiendra en début de soirée et pourrait être couplée avec une après midi, sur le même thème, autour d'un film de fiction ou d'un film documentaire s'y rapportant. Ces après-midi pourraient s'adresser à un public plus jeune, éventuellement scolaire et donc, dans l'affichage au moins, dissociés des mardis de l'Insoumission (bien qu'articulés). Le Groupe d'histoire sociale pourrait endosser l'initiative et se faire ainsi programmeur culturel et éducatif :

- La question du peuple dans la/ en Révolution , autour des premiers clubs politiques
- La Commune, un pouvoir autonome
- Les relations entre les Soviets et le/la politique dans la Révolution russe
- Retour sur une question ancienne : Fascisme et Grand capital
- La grève ouvrière comme expérience émancipatrice
- Les expériences politiques des jeunesses européennes et la question de la violence dans les années 1960-1970
- "Il fare politica" aujourd'hui

Ont déjà donné un accord de principe : Louis Hincker, Quentin Deluermoz, François-Xavier Neyrard, Johann Chapoutot, Valeria Galimi, Pauline Picco

Le mardi 5 septembre aura lieu une réunion technique d'un comité élargi d'organisation au cours de laquelle seront invitées des associations, des organisations syndicales et politiques comme des personnes qui auront, sollicités par nous manifestés leur intérêt pour être partenaire de la démarche. Une réunion d'étape pour faire le point aura lieu le 2 janvier, notamment sur l'avancement de la publication (vidéo et papier) de ces "Mardis de l'Insoumission".

Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues, merci à vous de nous faire connaître votre disponibilité dès à présent pour participer y compris à l'organisation de cette initiative (contact : GroupeHistoireSociale18@gmail.com).

Politiser les questions éducatives, construire un réseau "L'école , la culture et la Nation"

L'Avenir en commun fournit un point d'appui pour conquérir de nouvelles positions dans le champ éducatif. La mise en avant des notions de qualification, de gratuité, d'égalité, de qualité de vie, d'action culturelle, dessinent les contours d'une repolitisation des enjeux éducatifs qui ont été largement abandonnés aux discours experts ou aux organisations professionnelles.

Aujourd'hui le système scolaire est devenu l'espace central de la formation des qualifications et de la fabrication des hiérarchies sociales. La scolarisation de la société sous la tutelle de l'Etat rend caduc et stérile les analyses qui s'enferment dans le système scolaire : si celui-ci est un système social en lui-même, il est articulé à l'ensemble de la société. Aussi est-ce dans ces articulations entre école et société et les déplacements de perspective qu'elles induisent qu'il est sans doute possible de (re)construire politiquement les questions éducatives.

Plusieurs axes paraissent particulièrement pertinents en abordant l'école dans les différentes modalités de son insertion dans l'espace social :

- l'école comme fait social total : lieu de vie et milieu de travail, cadre de relations sociales ;
- l'école comme temps social : le temps scolaire articulé aux autres temps sociaux ;
- l'école enfin comme espace culturel : espace d'apprentissage de savoirs et de socialisation culturelle élargie.

Investir politiquement ce champ doit permettre de répondre à trois évolutions qui menacent l'égalité devant l'accès aux savoirs et aux qualifications:

- La remise en cause des diplômes qui sont des outils d'accès aux qualification et, pour le bac, à l'Enseignement supérieur.
- La territorialisation du système scolaire, organisée par les gouvernements, qui accroît les inégalités et accorde des pouvoirs croissants aux collectivités territoriales.
- La transformation de l'éducation en marché.

La politisation des questions éducatives pourrait se décliner de deux manières:

- Élaborer des outils et un vocabulaire pour mener la bataille idéologique. Pour y parvenir, il nous faudrait sans doute réinvestir la dynamique de mouvement d'éducation populaire dans les cadres territoriaux que nous pourrions / souhaitons investir. Cela pourrait prendre également la forme d'une université populaire pour une réforme démocratique de l'école publique.
- Mener des actions locales mobilisant les acteurs soucieux de la défense de l'école publique, parents, citoyens, professionnels de l'éducation ou élèves eux-mêmes, dès le lycée, en investissant des questions concrètes pour en faire des champs de luttes : le cadre de vie (cantine, espaces des élèves et personnels) , projets de rénovation /construction, carte scolaire, etc.